

Université "Babeş-Bolyai" Cluj-Napoca
Faculté de Théologie Orthodoxe

**Orthodoxie et catholicisme
entre Ferrare-Florence (1438/1439) et
Trente (1545-1563)**

(Résumé)

coordinateur:

Père Dr. Ioan Vasile Leb

doctorant:

Horia-Codrin Buhan

Cluj-Napoca

2014

Sommaire

Préliminaire

I. L'Église Orthodoxe de Constantinople et les luttes pour la proclamation de l'union dans la capitale de Byzance entre 1439-1453

I.1. Les premières tentatives pour proclamer l'union à Constantinople et la croisade de Varna

I.2. Le mouvement anti-unioniste à Constantinople

I.3. Débats au palais de Xylalas

I.4. Les dernières tentatives de proclamation de l'union avant 1453

I.5. L'«Union» de 12 XII 1452 et les derniers jours de Constantinople

II. Les résolutions de concile Florentin dans le monde orthodoxe avant 1453

II.1. Le synode de Jérusalem, 1443

II.2. L'attitude de l'Église Russe en ce qui concerne l'union et les réactions anti-unionistes

II.3. Réactions à l'union florentine en Moldavie

II.4. Activité du métropolite Isidore de Kiev en Pologne-Lituanie

III. Situation de l'Église Orthodoxe entre la chute de Constantinople et le Concile de Trente

III.1. Le Patriarcat œcuménique sous la turcocratie

III.1.1. Le casre du premier patriarche sous la turcocratie, Gennadios Scholarios, et le statut de la Grande Église

III.1.2. Les Patriarches de Constantinople sous la domination ottomane de 1453 jusqu'au milieu du XVIe siècle

III.2. Conséquences du concile florentin après 1453 en Moldavie et sa relation avec la Grande l'Église jusqu'au milieu du XVIe siècle

III.3. L'Église russe et ses relations avec le Patriarcat œcuménique de 1453 jusqu'au début du XVIe siècle. Moscou, la troisième Rome

III.3.1. Les liens de l'Église russe avec la Grande Église et ses tentatives d'"indépendance"

III.3.2. L'Etat de Moscou, successeur de l'Empire byzantin?

III.4. Pologne - Lituanie et l'union de Florence. Les événements, de 1453 au Trente

III.4.1. La Métropole de Galicie

III.4.2. La Métropole de Kiev et le statut des chrétiens d'Orient dans le Royaume de Pologne-Lituanie

IV. La Réforme protestante et les tourments au sein de l'église Occidentale à la fin du XVe siècle et au début du XVIe siècle

IV.1. Le contexte général de l'Europe occidentale et de l'Eglise catholique à l'aube de la Réforme

IV.2. Les principaux représentants de la réforme et de centres dans lesquels ils ont travaillé

IV.2.1. Martin Luther

IV.2.2. Ulrich Zwingli

IV.2.3. Jean Calvin

V. La Contre-Réforme catholique et le revirement du catholicisme par le Concile de Trente (1545-1563)

V.1. Le Contexte de la convocation du Concile de Trente et la contre-réforme

V.2. Étapes, histoire et enseignement du Concile de Trente

V.2.1. La première phase du Conseil de Trente (13 Décembre 1545- 2 Avril, 1547)

V.2.2. La deuxième étape du Conseil de Trente (1er mai 1551- 28 Avril 1552)

V.2.3. La troisième étape du Conseil de Trente (18 Janvier 1562 - 4 Décembre 1563)

V.3. L'importance du Conseil de Trente pour l'Église catholique romaine dans la lutte contre le protestantisme

Conclusions

Références

Annexe. Documents et illustrations

Mots-clé: concile, Ferrare-Florence, décisions florentines, Moldavie, Russie, Pologne-Lituanie, Patriarcat œcuménique, 1453, la chute de Constantinople, les réformateurs protestants, contre-réforme, Trente, liens, Isidore de Kiev, la troisième Rome, unionistes, anti-unionistes

PRÉLIMINAIRE

La période comprise entre le Concile de Ferrare-Florence (1438-1439) et le Conseil de Trente (1545-1563) est marquée par de profonds changements à la fois dans l'Eglise et la société européenne dans son ensemble.

L'idée d'une unification entre les Grecs et les Latins est née à la lumière de nombreux contacts entre les deux Eglises, à l'époque médiévale, qui ont conduit à tenter un dialogue dans lequel enregistrer la fin du schisme. Il était à espérer que les questions doctrinales qui séparaient les deux églises pouvaient être résolues pacifiquement. La fin devait mener à une union acceptée à l'unanimité, un objectif qui ne semblait guère inaccessible dans le contexte politique de l'époque.

La marche des discussions a montré clairement que le sens des responsabilités a progressivement rétréci, compte tenu de la tragédie de la séparation des chrétiens. Les chemins parallèles ou parfois opposés des deux traditions ne se sont pas réunis au concile de Ferrare-Florence sur la "via Synodica" pour guérir la séparation, mais plutôt l'écart entre les deux églises est devenu plus grand et les problèmes de plus en plus aigus.

Le Conseil florentin a été la première action plus organisée, après le Grand Schisme de 1054, de mettre en question, dans un cadre conciliaire les problèmes de la séparation des deux Églises. Cela peut être considéré comme la fin d'une longue période de tentatives d'union entre l'Est et l'Ouest, effectuées entre les XIe – Xve siècles et commencées immédiatement après le Grand Schisme de 1054. Les deux églises sont convenues d'examiner les possibilités et l'initiative d'unification par un concile œcuménique, plutôt que par un accord de négociation.

Constamment Rome et Constantinople ont été amenés à débattre l'unité par l'intérêt politique, l'intérêt religieux étant comme une conséquence et une condition de celui militaire, et donc les intérêts militaires acquièrent de profondes significations théologiques. Cette façon de vivre simultanément dans deux directions, politique et religieuse, est le plus grand défi auquel se sont soumis l'Orient et l'Occident chrétien médiéval.

Pour avoir une finalité, les discussions théologiques devraient se libérer de toute pression politique ou des intérêts du moment, or la tactique du pape était totalement contraire:

nous débattons dans le champ théologique, ensuite nous offrons une aide militaire. Cette façon de voir les choses faisait en sorte que les débats eussent lieu exactement à la veille ou au cours des événements politiques et militaires, afin que la pression soit au plus élevée et qu'on parvienne plus facilement au résultat souhaité par la Curie. Certains dirigeants byzantins croyaient, à leur tour, que seul le pape était capable de rejoindre les puissances occidentales pour former un allié fort de l'Empire byzantin contre les Ottomans, et pour ces dirigeants l'union devait se faire à tout prix, peu importe les conditions. Il ne fait aucun doute que Ferrara-Florence a laissé derrière des malentendus et des ressentiments, il est également vrai que c'était l'occasion pour la prise de conscience de soi et de son identité. Sur la base des hypothèses présentées, nous pouvons dire que peu de moments dans l'histoire de l'Église ont eu un résultat plus malheureux que le résultat de l'essai d'union de Ferrare-Florence, qui, au lieu d'unir a divisé, et a fait en sorte que l'écart entre les deux mondes, Orient et Occident, s'élargisse. Bien que l'acte d'union ait été paraphé le 6 Juillet 1439 à Florence par plusieurs évêques d'Orient avec plus ou moins de conviction, il n'a jamais été pleinement mis en œuvre ou accepté par les orthodoxes. Les décisions florentines n'ont pas conduit à un rapprochement réel et naturel entre les Grecs et les Latins, mais à un approfondissement de la discorde, principalement en raison du compromis fait par les Orientaux, pour les raisons politiques que j'ai mentionnées.

La chute de Constantinople a été la fin du parcours historique de l'Empire byzantin et le début d'une autre époque pour l'Église d'Orient et le Patriarcat œcuménique, sous la domination ottomane. Le siècle prochain, le dialogue et les contacts entre les deux églises seront presque inexistantes, les Grecs tentant de survivre à la nouvelle réalité créée en 1453. Les latins, à leur tour, auront à résoudre des problèmes internes rencontrés avec les nouveaux courants idéologiques et la réforme de XVI^e siècle.

Les tentatives visant à imposer dans l'Est par la force les décisions florentines ont créé de graves conflits au sein de l'Église orthodoxe, ce qui a fait qu'à la fois à Constantinople et dans d'autres territoires orthodoxes se cristallise un mouvement de résistance contre les décisions de Florence et contre la « latinisation » de l'Orthodoxie.

L'avènement de la Réforme en Europe a entraîné de profonds changements dans la vie de l'Église catholique. A l'absolutisme papal s'opposait maintenant un mouvement

de réforme, un nouveau christianisme, libertin, qui a facilement pris parmi les masses. La Contre-réforme est apparue comme une tentative désespérée de sauver catholicisme devant l'offensive protestante, et a eu comme point central le Concile de Trente. Si l'Eglise orthodoxe de Constantinople risquait de disparaître, en raison de la domination Turque, l'Eglise catholique a été menacée d'extinction en raison de troubles intérieurs et divisée sous la pression de la réforme. A Trente on a officiellement divisé entre catholiques et protestants, et l'Eglise catholique a cristallisé son enseignement et a préparé la contre-offensive pour reprendre les territoires perdus au détriment des protestants.

Mon ouvrage, intitulé *L'Orthodoxie et le Catholicisme, entre Ferrare-Florence et Trente* montre comment le concile de Ferrare-Florence a été perçu à Constantinople, ainsi que les efforts de l'Eglise catholique d'imposer dans l'espace orthodoxe les décisions florentines après l'achèvement des travaux, mais aussi la situation des deux églises depuis la chute de Constantinople en 1453, jusqu'au Concile de Trente.

Le premier chapitre présente l'église byzantine de Constantinople depuis le retour de la délégation jusqu'à la chute de la ville sous les Turcs. C'est un moment de grande instabilité et de troubles causés par le conflit entre les unionistes et les anti-unionistes, dirigés par Mark l'Eugénique et Gennady Scholarios.

Le deuxième chapitre saisit la tentation de rétablir l'unité et le rejet des décisions florentines dans l'espace orthodoxe, depuis la fin du concile jusqu'en 1453. La première action officielle rejetant l'union, en dehors de Constantinople, a eu lieu à Jérusalem, où un synode a condamné les décisions de Florence en 1443 et répudié l'union. Dans l'espace orthodoxe, on a tenté d'imposer l'union surtout dans les territoires slaves-orientaux de Moldavie, où l'Eglise était libre, ne se trouvant pas sous le joug ottoman. La mission d'Isidore de Kiev, principal représentant de l'activité de prosélytisme en faveur des décisions florentines dans l'Orient slave, a été un échec. La résistance à "Florence" a été très forte en particulier en Russie, qui a étendu son influence dans la région, tout en minimisant les chances des unionistes. Les bulgares, les Serbes, les Bosniaques, les Valaques et les autres peuples orthodoxes des Balkans, n'ont pas assisté au conseil, et l'union n'a pas été perçue ici parce que ces peuples se trouvaient sous domination turque.

Après la chute de Constantinople en 1453 sous le règne du Croissant, la situation de l'Église orthodoxe devient extrêmement difficile. Le chapitre trois surprend précisément cette situation, en montrant à la fois la situation du Patriarcat œcuménique sous la turcocratie et celle de l'Église orthodoxe en Russie, Moldavie, Pologne et Lituanie, de 1453 jusqu'à Trente, y compris leur relation avec l'église de Constantinople conquis.

Les nouveaux courants réformateurs: l'Humanisme et la Renaissance produiront des changements profonds dans tous les domaines de la société occidentale. le changement ne pourra contourner ni l'Église catholique et se manifestera par la Réforme protestante. Le Chapitre IV, dans sa première partie, montre l'état de dégradation de l'Église catholique, à l'aube de l'apparition du protestantisme et les causes qui ont conduit à la scission de l'Église, et la deuxième partie parlera des principaux réformateurs et de leur enseignement, avec la présentation de Luther, Zwingli et Calvin. Le chapitre ne traite pas de la réforme en Angleterre, en raison de sa réforme spécifique, étant donné qu'il s'agissait d'un acte de l'Etat plutôt que d'un acte de foi, les changements y étant ourdis dans l'arène politique et non ecclésiastique.

La réponse catholique à la Réforme est venue par la contre-réforme, dont les coordonnées ont été fixées par le Concile de Trente (1545-1563), présenté dans le dernier chapitre. Malgré les 18 ans qu'a duré le concile, avec de longues interruptions entre les trois sessions, il a pu réaffirmer le dogme catholique et fixer des règles strictes sur la discipline du clergé. Les décisions prises seront en mesure de provoquer un renouveau du catholicisme et un repositionnement en offensive face au protestantisme et une tentative de regagner les territoires perdus. Ce que ne réussira toutefois le Concile de Trente est une réformation de la papauté.

I. L'Église Orthodoxe de Constantinople et les luttes pour la proclamation de l'union dans la capitale de Byzance entre 1439-1453

I.1. Les premières tentatives pour proclamer l'union à Constantinople et la croisade de Varna

I.2. Le mouvement anti-unioniste à Constantinople

I.3. Débats au palais de Xylalas

I.4. Les dernière tentatives de proclamation de l'union avant 1453

I.5. L'«Union» de 12 XII 1452 et les derniers jours de Constantinople

Après la fin du concile florentin et la signature de l'acte d'union, le 6 Juillet, 1439 la délégation byzantine, dirigé par le roi, revint à Constantinople. Depuis l'arrivée des Grecs, au printemps de 1440, à Constantinople il s'est formé deux camps: les pro-unionistes et les anti-unionistes. Le mouvement anti-unioniste a été dirigé par Mark l'Eugénique et Gennady Scholarios qui, dans des périodes différentes, mèneront le combat pour préserver la foi. Les deux «apôtres» de l'orthodoxie, à travers le travail et les actions de sensibilisation, se sont battus pour empêcher l'action unioniste. Mark l'Eugénique a mené une lutte acharnée pour que l'union ne soit pas proclamée, sachant que l'union signifierait la reddition de l'Eglise orthodoxe dans les mains du pape.

Lorsque la délégation est arrivée à Constantinople, le siège patriarcal byzantin était vacant. Le patriarche Joseph II (1416-1439) est mort au cours des travaux du Conseil de Florence, et le roi pensait à donner la dignité de patriarche à Marc d'Éphèse. Mark a compris le poids de l'instant et a refusé la proposition, laissant Constantinople le 15 mai 1440 en faveur d'Éphèse. Il a été capturé par les émissaires du roi, arrêté et détenu en captivité sur l'île de Lemnos pendant deux ans.

Après l'échec qu'il a eu avec Mark, le roi a proposé pour patriarches Antoine d'Héraclée et Dorothee de Trébizonde, mais ils ont refusé. Enfin Métrophane II (1440-1443), métropolitain de Cyzique, unioniste, a accepté la dignité de patriarche de Constantinople.

En dépit de certains progrès réalisés dans la mise en œuvre des décisions de Florence, après l'arrivée sur le trône patriarcal de Métrophane II, la situation était loin de remercier le pape, qui considérait le roi comme seule responsable. Le geste extrême de Métrophane II de ne pas assister aux services de la Semaine Sainte a déterminé Jean VIII Paléologue de promettre la mise en œuvre des décisions florentines. La promesse n'a pas pu être respecté parce que son frère, Démétrius Paléologue, soutenue par les anti-unionistes et des troupes turques, avait prévu, pour l'été 1442 d'attaquer Constantinople.

L'attitude anti- unioniste de Métrophane II a fait des victimes parmi les anciens patriarches orientaux, qui, à sa demande, ont dû quitter les sièges épiscopaux, à moins qu'ils n'acceptent l'union. Alarmé par la situation, évêque de Césarée en Cappadoce, Arsène, fait appel aux trois autres patriarches orientaux, qui s'étaient rassemblés dans un

synode de contestation de l'union florentine, à Jérusalem, en 1443. Cet événement a été la première action organisée de refus et de rejet des décisions de Florence en dehors de Constantinople.

Métrophane II avait prévu pour l'été 1443 la convocation d'un synode des évêques locaux à Constantinople pour la proclamation de l'union, mais il n'a jamais eu lieu en raison de la mort de Métrophane II.

Dans les négociations entre le pape et l'empereur il y avait un accord pour organiser une croisade anti-ottomane. Dans l'automne 1443, l'armée a lancé l'offensive au sud du Danube. Le pape a forcé la poursuite de l'offensive militaire, en dépit d'une paix avantageuse obtenue par les chrétiens (paix d'Oradea Août 15, 1444) afin d'atteindre Constantinople et proclamer l'union. En perdant une partie des alliés, la papauté subira une défaite à Varna en Novembre 1444. Cette défaite a pesé très lourd dans les futures tentatives de croisade anti-ottomane.

Dans la même année au palais Xylalas, en face d'une assistance impressionnante, en nombre et en dignités occupées dans les structures de l'Eglise de l'Est et de l'Ouest, de nouvelles discussions ont commencé, pour clarifier les problèmes doctrinaux de Ferrare-Florence, ayant comme principaux protagonistes le cardinal Lapacci de Cortona et Georges Scholarios. Scholarios, à la suite des 15 tours de débats, centrés autour de *filioque*, a composé le fameux traité: *À propos de la procession du Saint-Esprit*.

La prestation et les arguments de Scholarios devant Barthélemy Lapacci, l'ont fait se démarquer dans les yeux de l'assistance comme le vainqueur. Mais les négociations du palais Xylalas se sont terminées sans aucun résultat concret, et on ne connaît pas d'autres dialogues qui aient eu lieu entre les deux parties dans le but de clarifier les choses.

En attendant, la situation politique de l'empire était de plus en plus précaire, en raison de l'encerclement de Byzance par les Turcs et de l'absence de perspectives d'aide occidentale. Jean VIII Paléologue a envoyé Pacôme d'Amasia à Rome et aux cours occidentales, pour obtenir de l'aide contre les Turcs. Pacôme est retourné avec des promesses, mais sans aucune aide concrète.

L'empereur Jean VIII († 31 Octobre 1448) et le pape Eugène IV († 23 Février, 1447) sont décédés à un an d'intervalle, sans avoir concrétisé quoi que ce soit de ce qu'ils se sont proposé à Florence.

La mort du pape Eugène IV a apporté sur la chaire pontificale le pape Nicolas V (1447-1455). Le nouveau pape n'a pas été impressionné au printemps 1448 par le sort de Constantinople exposée dans un message envoyé par l'empereur byzantin. Son but a été la proclamation de l'union par tous les moyens, et dans les années à venir il canaliserait toute son énergie à cet effet.

A Byzance, le conflit entre pro-et contre-unionistes atteint des niveaux alarmants et les autorités politiques à Constantinople étaient dépassées par la situation. Outre les troubles religieux, la mort de l'empereur Jean VIII Paléologue a lancé des intrigues sur le successeur au trône. Après plusieurs incertitudes, Constantin XI Dragasès a été couronné à Mistra le 6 Janvier 1449 par l'évêque orthodoxe du lieu, avant d'entrer dans Constantinople le 12 Mars 1446 dans le but de prendre le trône.

Les tensions et les conflits inter-religieux s'aggravaient chaque jour, raison pour laquelle le nouveau patriarche unioniste Grégoire III Mamas (1443-1451) a tenté de démissionner à plusieurs reprises. Enfin, il s'enfuit à Rome en 1451, geste qui a produit une grande indignation au pape, car la suppression d'un patriarche unioniste réduisait encore davantage les chances de l'union.

Georges Scholarios continua la bataille anti-unioniste commencée par Mark. En 1450 Scholarios a renoncé à sa fonction de secrétaire impérial, et est devenu moine sous le nom de Gennady, en intensifiant encore son anti-unionisme.

L'ambassadeur de Grèce Bryennios Leontaris fut envoyé à Rome avec une lettre du roi et de la synaxe orthodoxe de Constantinople. Le roi demandait de l'aide pour la ville, tandis que les membres de la synaxe ont proposé à Nicolas V une réunion sous les auspices de l'empereur de Constantinople dont l'objet soit des discussions sur les malentendus de Florence, et où les Latins aient leur propre délégation. La réponse du pape est venue dans une lettre au roi du 27 Septembre. Par cette dernière lettre connue entre l'Est et l'Ouest avant 1453, le pape demanda au roi d'un ton impératif de proclamer

l'union, et a dit que la situation très grave à Byzance était une punition divine pour la non-proclamation de l'union.

Depuis l'ascension de Mahomet II (1451-1481) à la tête de l'Empire ottoman, on avait intensifié les préparatifs pour le siège de la grande ville, et Constantinople semblait de plus en plus exposé et seul. Pas même la recherche de l'aide militaire en Orient n'a réussi, en raison de la situation difficile dans laquelle se trouvaient presque tous les peuples des Balkans. Les contraintes politiques causées de l'imminence d'une attaque sur Constantinople ont fait Constantin promettre au pape Nicolas V qu'il est prêt à répondre aux conditions de l'union en échange d'une aide militaire. Convaincu que l'union sera réalisée cette fois, le pape a envoyé l'ancien métropolite de Kiev Isidore, à Constantinople comme légat du pape. Il a atteint sa destination le 26 Octobre 1452.

Malgré les protestations et les actions des anti-unionistes, dirigées par Guennadi Scholarios, pour empêcher la proclamation de l'union, le 12 Décembre 1452 a eu lieu à la cathédrale de Sainte-Sophie à Constantinople, lors d'une messe commune, la proclamation officielle de l'Union. On a mentionné pendant le service les noms de Nicolas V et du patriarche Grégoire III, absent, selon la formule adoptée lors du Concile de Ferrare-Florence. On a reconnu la primauté honorifique du pape dans l'Eglise et on a lu le décret d'union de Florence. C'était la première fois qu'on proclamait officiellement l'union avec les Latins, mais cette fois avec beaucoup de pudeur et le cœur triste.

La proclamation a causé un grand émoi dans Constantinople, les anti-unionistes protestant contre la cession morale et l'humiliation de l'orthodoxie. Scholarios estimait que l'acte signifiait une catastrophe et une énorme erreur de l'État byzantin et de l'église, que Dieu punira. La coalition anti-ottomane envisagée par le Pape s'est avérée une illusion, et Constantinople fut conquise le 29 mai 1453.

La chute de Constantinople signifiait l'effondrement de la dite unification, et aussi des relations entre l'Occident et l'Orient pour une longue période à venir.

II. Les résolutions de concile Florentin dans le monde orthodoxe avant 1453

II.1. Le synode de Jérusalem, 1443

II.2. L'attitude de l'Église Russe en ce qui concerne l'union et les réactions anti-unionistes

II.3. Réactions à l'union florentine en Moldavie

II.4. Activité du métropolite Isidore de Kiev en Pologne-Lituanie

Après la conclusion du Concile de Florence, ses décisions ont été rejetées dans l'ensemble de l'orthodoxie qui n'était pas sous domination ottomane. Le premier rejet officiel a eu lieu à Jérusalem, où trois patriarches orientaux: Filothé d'Alexandrie (1437-1459), Dorothé II d'Antioche (1436-1454) et Joachim de Jérusalem (1431-1450), se sont réunis en concile et ont rejeté l'union de Florence et menacé de l'anathème ses auteurs, s'ils ne veulent pas la répudier officiellement. La synode de Jérusalem de 1443 reste l'un des événements les plus importants dans la lutte pour défendre la foi orthodoxe et pour éviter la mise en pratique des décisions florentines dans l'Eglise orthodoxe de l'Est.

L'Eglise russe a été représenté à "Ferrara-Florence" au plus haut niveau par Isidore de Kiev et de toute la Russie accompagné d'une importante délégation d'évêques et de laïcs. Isidore a signé l'acte d'union, et quand il est retourné à Moscou au printemps 1441 pour proclamer l'union, il a été accueilli avec hostilité et emprisonné.

Le geste accompli à Florence par les dirigeants politiques et religieux de Constantinople a été considéré par Moscou comme un acte de trahison de l'orthodoxie, ce qui l'a conduite à adopter une politique de séparation de Constantinople et de recherche de l'indépendance de facto, pour pouvoir résoudre ses problèmes actuels plus facilement.

Le moment dans lequel l'Église russe a proclamé pour la première fois son autocéphalie de facto a été le 15 décembre 1448, lors d'une réunion du concile à Moscou. Le synode a élu métropolite de Kiev et de toute la Russie Jean de Ryazan. À la réalisation de cet idéal a beaucoup contribué le contexte politico-ecclésiastique, interne et externe de ce moment-là.

Malgré le refroidissement apparent des relations entre les deux églises, Moscou essaiera à l'avenir que toutes les nominations d'évêques soient connus à Constantinople, afin d'obtenir pour eux l'approbation du patriarche œcuménique et de maintenir une relation vivante avec la Grande Église.

L'Église russe n'a pas jamais rompu totalement avec Constantinople. Dans les moments difficiles d'après 1453, elle a été celle qui a montré la plus forte opposition

contre la propagation du catholicisme dans l'Est. Elle s'est assumé le combat contre les décisions de Florence et a lutté pour devenir le centre de l'orthodoxie, dans le désir et la nécessité de prendre sur elle-même le vieux rôle joué par Byzance dans l'orthodoxie. Pour cela, elle a cherché des justifications telle la théorie: Moscou, Troisième Rome, théorie par laquelle elle justifiait le nouveau rôle joué par la Russie dans l'orthodoxie suite à la disparition de Byzance. Avec tous les défauts et les excès, Moscou était dans ces temps troublés le support et la garantie de la préservation de la foi orthodoxe.

La Moldavie a été l'une des rares églises dans les Balkans représentés politiquement et religieusement au plus haut niveau à Ferrare-Florence et la seule des trois provinces roumaines qui a pu envoyer sa propre délégation. La délégation moldave était composée de l'évêque Damian (1436/1437-1447), l'archiprêtre Constantin, vicaire de Damian, le boyard Neagoe, son attaché et une suite de six servants.

D'après les informations que nous détenons sur l'activité du métropolitaine Damian au cours des travaux du concile de Florence, nous concluons que c'était plutôt un sympathisant de l'union, un pro-unioniste, qu'un partisan fanatique de celle-ci. Il était le porteur d'un mandat des princes de Moldova et est resté dans le camp de l'empereur et du patriarche unioniste sans conviction prounioniste radicale. Cela va se voir après son retour à la Moldavie, quand il n'a pas forcé la mise en œuvre de mesures florentines. Nous le rencontrerons dans le camp des antiunioniste de Constantinople en 1445, qui ont convoqué un synode de rejet formelle de l'union. A l'issue du concile, les Byzantins ont signé une lettre au roi, dans laquelle il leur annonçaient qu'ils n'acceptaient pas l'union, et parmi les signataires a été trouvé Damian. Son successeur imposé par Constantinople en passant par Rome, Mgr Joachim, unioniste, a été contraint de quitter la Moldavie et de fuir en Pologne dans le courant de 1454 en raison de son attitude unioniste.

Entre la fin du concile et la chute de Constantinople, la résistance des moldaves s'est prouvé forte et ne peut pas être séparé des mouvements anti-unionistes de Russie, de l'Orient et même de Constantinople. Il était difficile de mettre en pratique des décisions injustes, aussi longtemps que les prêtres, les croyants et les dirigeants politiques n'étaient pas disposés à renoncer à la foi orthodoxe et adhérer à une autre, inconnue.

Les tentatives d'imposer l'union en Pologne-Lituanie sont liées à l'activité du métropolite de Kiev Isidore, commandée par le pape Eugène IV pour cette mission. Souhaitant le responsabiliser encore plus, et comme une récompense pour sa position prounioniste, le 18 Décembre 1439, avant de quitter Florence, le pape Eugène IV récompense Isidore avec le titre de cardinal-prêtre de l'Église romaine.

Des régions polono-lituanienes Isidore n'a pas été accompagné d'une délégation orthodoxe au Concile d'Italie. Les Polono-Lituaniens avaient été attirés au Concile de Bâle et donc ils n'étaient pas intéressés de participer à Ferrare-Florence.

Malgré les efforts d'Isidore de proclamer l'union en Pologne-Lituanie, les décrets et décisions du Concile de Florence ont été accueillis avec défiance et hostilité et, à l'exception de quelques succès, ils ont été rejetés à l'unanimité. La stratégie d'Isidore a fonctionné en Pologne au début, mais ce fut un échec en Lituanie et en Russie et, considéré comme un tout, sa mission n'a pas atteint son but. L'union et ses effets désastreux pour l'orthodoxie n'ont pas été toujours bien compris par les croyants orthodoxes de l'époque. Le simple fait qu'Isidore comparaissait devant eux vêtu en cardinal, qu'il officiait avec les Latins et qu'il mentionnait le nom du pape a été perçu par les gens ordinaires comme une anomalie et un mépris de la foi et de la tradition orthodoxe et il soulevait de nombreuses questions vis-à-vis d'Isidore.

Sa mission dans les régions slaves a eu un bon départ, sans l'opposition aiguë et organisé des orthodoxes, le clergé et les laïcs. Ils ont montré plutôt indifférence et ignorance. Les réactions étaient là, mais elles étaient dues plutôt au services religieuses d'Isidore dans les églises catholiques à Cracovie, Lviv, Vilnius et Kiev. Bientôt, il serait considéré comme un traître de la foi orthodoxe.

Quand Isidore s'est rendu compte que son travail fut en vain, il se rendit à Rome et ne revint jamais à nouveau dans l'espace Est-slave. Il a ouvert quand même une "boîte de Pandore" pour l'offensive unioniste de l'Église catholique dans les siècles suivants.

III. Situation de l'Église Orthodoxe entre la chute de Constantinople et le Concile de Trente

III.1. Le Patriarcat œcuménique sous la turcocratie

III.1.1. Le caser du premier patriarche sous la turcocratie, Gennadios Scholarios, et le statut de la Grande Église

III.1.2. Les Patriarches de Constantinople sous la domination ottomane de 1453 jusqu'au

milieu du XVIe siècle

III.2. Conséquences du concile florentine après 1453 en Moldavie et sa relation avec la Grande l'Église jusqu'au milieu du XVIe siècle

III.3. L'Église russe et ses relations avec le Patriarcat œcuménique de 1453 jusqu'au début du XVIe siècle. Moscou, la troisième Rome

III.3.1. Les liens de l'Église russe avec la Grande Église et ses tentatives d'"indépendance"

III.3.2. L'Etat de Moscou, successeur de l'Empire byzantin?

III.4. Pologne - Lituanie et l'union de Florence. Les événements, de 1453 au Trente

III.4.1. La Métropole de Galicie

III.4.2. La Métropole de Kiev et le statut des chrétiens d'Orient dans le Royaume de Pologne-Lituanie

La seule institution qui a survécu à la chute de la grande ville et a continué avec les mêmes prérogatives comme avant, au moins dans la pastorale des fidèles, a été le Patriarcat œcuménique. Elle a été forcée de se plier sur la situation nouvellement créée pour survivre et sauver ce qui pouvait être sauvé de la richesse spirituelle de Byzance, car le Byzance religieux a survécu malgré la disparition de celui politique, en étant ce repère dont l'orthodoxie avait besoin pour résister au coups venant de tous les côtés dans les siècles suivants.

Le Patriarche est devenu «Ethnarque» ou «Millet Basha» chef de la «nation grecque» c'est-à-dire chef de *Millet*. Il était, par conséquent, le chef religieux et politique des chrétiens de l'empire, pour lesquels il pouvait intervenir devant le divan. En tant que tel, le patriarche était le chef civil des fidèles, avec des responsabilités judiciaires, administratives et même politiques.

Depuis la chute de Constantinople en 1453 et jusqu'au Concile de Trente (1545-1563) entre la Moldavie et les Patriarcat de Constantinople a existé une continuité des relations sans grands syncopes. La Moldavie a pu conserver et préserver la foi et son l'identité en raison principalement de l'esprit des princes et des métropolitains, qui étaient capables de travailler ensemble pour un objectif commun. Dans ce processus de survie il a compté que la Moldavie a été relié en permanence par un "cordon ombilical" invisible de la Grande Eglise. C'est de là qu'elle a pu recevoir la nourriture spirituelle et la force nécessaire pour continuer, même si l'Eglise Mère de Constantinople vivait dans les conditions les plus défavorables.

La ,Moldavie après 1453, s'est de plus en plus clairement délimitée des décisions florentines, qui n'ont jamais trouvé des partisans aussi forts pour pouvoir couper les racines d'un peuple chrétien profondément orthodoxe, et les remplacer par d'autres, étrangères à lui et aux ancêtres.

Après 1453, dans l'Eglise russe, il y a un désir d'indépendance de la Grande Église, mais seulement en termes d'élection des métropolitains et en questions administratives. Conformément aux décisions du concile local de Moscou (1459), l'élection du métropolitain devait avoir lieu, "sous l'inspiration du Saint-Esprit, selon les canons des Saints-Apôtres et des Pères de l'Église et sous le commandement de notre Seigneur, le grand prince Vasile Vassilievitch".¹

Le désir d'une autocéphalie de facto ou de l'autonomie de décision a existé sans doute dans l'Église russe, en particulier après les événements de Ferrare-Florence, quand Moscou a développé un fort sentiment anti-unioniste. L'autocéphalie a été entendue comme l'obtention du droit de résoudre les problèmes internes de leur propre autorité, et le droit de consacrer leurs propres évêques, même le chef de l'Eglise, sans aucune obligation envers le Patriarcat œcuménique. Si les métropolitains russes essayaient d'obtenir la reconnaissance de Constantinople, le pouvoir politique se certifiait par l'onction du tsar par le métropolitain de Moscou. De cette façon s'est manifestée la synergie entre politique et religieux dans l'orthodoxie russe.

L'augmentation de la puissance de Moscou par la conquête progressive de ses états environnants, a fait apparaître l'idée du pouvoir central, protecteur des États orthodoxes. Pour justifier cette idée, on a inventé la théorie de la Troisième Rome, que Moscou était devenue la continuateur légitime de la «nouvelle Rome», Byzance, et le tsar, le garant et le protecteur de l'orthodoxie. "Moscou la troisième Rome" ne s'est jamais constituée dans une théorie officiellement acceptée, de sorte qu'elle n'a jamais été débattue au sérieux par l'église russe ou l'Etat russe. Au contraire, après la proclamation du patriarcat russe (1589), la subordination spirituelle au Trône œcuménique a été fortement soutenue et l'initiative de Pierre le Grand sur l'abolition du patriarcat de Russie (1720) désigne la faible résonance de la théorie sur la Troisième Rome, connue en

¹ Vlászios FEIDÁS, La troisième Rome, in "Analekta", 3/ 2013, p. 27.

Russie, même si elle a été associée à l'idée impériale du régime tsariste. Malgré ces lacunes, la Russie est restée le principal centre orthodoxe après la chute de Constantinople.

Dans le royaume polono-lituanien les décisions du Concile florentin n'ont jamais réussi à prendre forme et à être imposées aux chrétiens orthodoxes. Si dans la première phase, la mission de métropolite de Kiev Isidore a eu un peu de succès après sa mort tout son travail s'est effondré. Même son disciple et successeur comme métropolite de Kiev, Grégoire le Bulgare, a renoncé à l'union et s'est rapproché de la Grande Eglise, et ensuite tous les métropolitains qui ont suivi ont cherché la reconnaissance à Constantinople. Dans le processus de rejet de l'union et de résistance orthodoxe dans le Royaume polono-lituanien, la Russie a eu un rôle important, qui s'est manifesté dès le début comme un chef de file de l'orthodoxie dans la région, tout en acquérant une influence croissante, à la fois politique et religieuse, en particulier dans les parties lituanienes du royaume.

La Curie romaine n'a renoncé pas même un moment à l'idée d'accaparer l'espace slave orthodoxe, raison pour laquelle elle a travaillé en continu par toutes les méthodes pour gagner de l'influence en faisant appel même à des mariages où l'une des parties était catholique. Il s'arrêta à la fin à la méthode classique, la soumission forcée des fidèles orthodoxes et la falsification de l'histoire.

IV. La Réforme protestante et les tourments au sein de l'église Occidentale à la fin du XVe siècle et au début du XVIe siècle

IV.1. Le contexte général de l'Europe occidentale et de l'Eglise catholique à l'aube de la Réforme

IV.2. Les principaux représentants de la réforme et de centres dans lesquels ils ont travaillé

IV.2.1. Martin Luther

IV.2.2. Ulrich Zwingli

IV.2.3. Jean Calvin

L'époque des réformes signifiait instabilité l'incertitude considérable dans la société occidentale. Le passage du Moyen Age à la modernité est un processus dans lequel l'homme a conquis par étapes l'autonomie de penseur et de sujet actif et responsable de la connaissance scientifique et de l'action politique.

La réforme protestante comme un phénomène qui marque la naissance de l'esprit moderne en Europe, ne peut pas être considéré comme un produit exclusif du XVI^e siècle. Elle est apparue comme la réponse, et s'est déclenché naturellement, conditionné par tout le passé de l'esprit chrétien, tourmentés par des questions et des incertitudes. Réforme a été la mesure de la période et du contexte social et politique de son apparence, à la fois anticléricale et théocratique, à la fois libératrice et disciplinaire, vulgaire et élitiste, en résumé: populaire et impopulaire.

L'horizon exclusivement religieux du monde occidental des XIV^e et XV^e siècles a été progressivement remplacée avec une nouvelle vision de la vie humaine et de la société. Ses racines doivent être recherchées dans l'humanisme de la Renaissance. De la confrontation des deux, parfois violente, est née la réforme, qui se manifeste par une accumulation et une décharge des griefs accumulés au fil du temps. Le phénomène de la réforme doit également être analysé en tenant compte des principales causes qui ont conduit à son éclatement. Le facteur moral est étroitement liée à l'intellectuel. Les XIV^e et XV^e siècles ont été témoins de nombreux événements dans l'Église catholique, qui avait affaibli l'autorité et sapé l'idée de la suprématie papale.

Dans le XIV^e siècle, le système papal sortira défait de la bataille avec la monarchie française et devra supporter l'expérience humiliante de la " captivité de Babylone " des papes à Avignon entre les années 1309-1377, dont il est sorti juste pour entrer dans ce qui a été appelé le Grand schisme d'Occident (1478-1415), lorsque le trône avait trois papes en même temps. Les mouvements conciliaires du XV^e siècle, à commencer par le concile de Constance (1414-1418) et terminés à Bâle (1431-1449), ont affirmé la suprématie du Concile sur le Pape. Ils recherchaient le déclenchement de la réforme « in capite et membris» de l'Église de Rome, qui conduise à la renaissance de la papauté. L'échec a eu pour raison principale l'incapacité et la réticence des papes de la Renaissance italienne, à se réformer.

La papauté, au cours du XV^e siècle, a fait face à de violentes attaques contre elle, à la fois dans le monde séculier et dans celui religieux, qu'elle n'était pas prête à rejeter. Le luxe opulent, le désordre moral, l'humanisme, la Renaissance ont été des facteurs qui ont entravé et affaibli l'influence de la Curie romaine et ont ouvert la voie pour le

programme de réforme du début du XVI^e siècle. L'Église catholique et la Curie romaine au XIV et XV avaient atteint un point critique, après des problèmes internes et les facteurs et les changements que l'Europe traversait.

L'impression générale était que l'homme en face de toutes les calamités qui se sont abattues sur lui, se sent abandonné et seul. Il n'a pas trouvé un réconfort dans l'église, qui est devenue une institution financière, concernée par la collecte des impôts et non pas une institution divine, qui doit prendre soin des fidèles et de leurs problèmes.

A cette décadence morale et spirituelle se sont ajoutés les progrès de la société et l'ouverture de nouveaux horizons pour la société occidentale. Dans chaque domaine, les anciennes limites statistiques ont été dépassées. Les voyages de Columbus, Vespucci et Magellan ont démolis les vieilles théories géographiques et l'influence de l'Europe a été élargie. Pendant ce temps les calculs de Copernic, confirmés par ceux de Galilée et Kepler, ont étendu la compréhension de l'univers, tout en luttant contre la théorie selon laquelle la Terre et l'humanité sont le centre de réalité créée.

L'Église ne pouvait pas gagner le combat contre les terreurs humaines, qui obsédaient encore l'individu à la fin du Moyen Age, et cela a conduit à la recherche de réponses ailleurs que dans l'Église. Certains ont cherché la propre paix et le salut, ainsi que la relation mystique avec Dieu en essayant de créer un lien direct et personnel avec Lui.

La réalisation fondamentale de la Réforme protestante, c'est qu'elle a réussi à redéfinir les angoisses humaines en termes de nouvelles certitudes ou vieilles certitudes retrouvées. Par la Réforme, la compréhension de la relation entre l'homme et Dieu a fondamentalement changé. Les réformistes ont donné de nouveaux sens aux vérités fondamentales de la foi, en les interprétant souvent à leur propre gré, sans fondement et sans aucun lien avec le sens réel du message envoyé par les Saintes Ecritures et la sainte Tradition. Ils voulaient et étaient en mesure de donner une nouvelle interprétation et la compréhension de la relation entre l'homme et le monde, entre la foi et de l'histoire, qui a conduit à un nouveau type de christianisme, caractérisé par le «libertinage religieux» et une société plus sécularisée.

Le chapitre IV présente dans sa seconde partie la vie, le travail et les activités des principaux réformateurs Martin Luther, Ulrich Zwingli et Jean Calvin, qui ont tracé les lignes principales de la théologie protestante: sola fide, sola gratia et sola scriptura, dès le début du XVIe siècle, en se créant leurs propres doctrines et églises.

La Réforme du XVIe siècle a significé pour ceux qui l'ont faite une tentative de recherche de l'intériorité et de l'église véritable, qu'ils n'identifiaient pas avec l'Église catholique. Les réformateurs catholiques ont finalement réussi à donner naissance à un nouveau type de christianisme avec la structure basée sur le principe de la liberté évangélique. Ce protestantisme a cherché à se délimiter radicalement du catholicisme médiéval, hiérarchique, ritualiste et ascétique. Les protestants ont créé ce nouveaux principe de la liberté sur trois principes doctrinaux et ecclésiaux distincts, différents et sans fondement dans la tradition de l'Église: un principe objectif, la souveraineté, l'autorité infaillible de la Bible, dans le christianisme et l'Eglise, un principe subjectif représentée par la justification humaine seulement par la grâce et la foi, et un principe socio-ecclésiale représentée par le sacerdoce universel.

Ce principe de la liberté évangélique a malheureusement conduit à de très graves conséquences, dans lequel chaque théologien pouvait et peut créer sa propre théologie, et dans cette théologie la vérité révélée a pris des significations des plus diversifiées. Le philosophe français Gabriel Marcel a dit que «l'Occident a des problèmes et l'Orient a des mystères».² C'est une déclaration vraie, car tandis que l'Occident menait de violents combats pour prouver des vérités évidentes et depuis longtemps prouvées, dans l'Est le christianisme a été vécu comme un grand mystère de l'amour de Dieu, selon les paroles de saint Athanase le Grand, au IVe siècle: «Dieu s'est fait homme pour que l'homme devienne Dieu».³

V. La Contre-Réforme catholique et le revirement du catholicisme par le Concile de Trente (1545-1563)

V.1. Le Contexte de la convocation du Concile de Trente et la contre-réforme

V.2. Étapes, histoire et enseignement du Concile de Trente

² www.citatepedia.ro, accesat în 20.08.2014, ora 7:30

³ John MEYENDORFF, *Hristos în gândirea creștină răsăriteană*, Editura Institutului Biblic și de Misiune al Bisericii Ortodoxe Române, București, 1997, p. 121.

- V.2.1. La première phase du Conseil de Trente (13 Décembre 1545- 2 Avril, 1547)
- V.2.2. La deuxième étape du Conseil de Trente (1er mai 1551- 28 Avril 1552)
- V.2.3. La troisième étape du Conseil de Trente (18 Janvier 1562 - 4 Décembre 1563)
- V.3. L'importance du Conseil de Trente pour l'Église catholique romaine dans la lutte contre le protestantisme

Au sens strict, le terme «contre-réforme» signifie le retour forcé des protestants à la foi catholique et la reconquête catholique de territoires protestants. Le terme est directement lié à l'expression «Réforme catholique» et souligne l'importance des processus de renouvellement intérieur de l'Église catholique.

A cause de la peur de l'effondrement de L'Église catholique dans l'Ouest, le pape Paul III (1534-1549) a été contraint de réformer son Eglise, après une longue hésitation. L'attitude de réforme de l'Église catholique était irréversible, en dépit de l'immobilité des papes il s'est créé une élite réformiste adepte du changement, en particulier dans la hiérarchie catholique, soutenue par des théologiens allemands, partisane de la solution conciliaire.

Un concile réuni devait produire des demandes légitimes de réforme de la papauté, mais la papauté à l'époque n'avait aucun intérêt d'offrir l'occasion aux évêques contestataires ou aux délégués impériaux d'interférer dans sa politique. Une admission des protestants à un tel conseil, où ils pouvaient s'exprimer librement, signifiait un plus grand approfondissement du schisme et un affaiblissement plus fort de la puissance du souverain pontife.

Bien que, dans l'histoire de l'Eglise catholique le rôle du concile était consultatif, au début du XVIe siècle on parlait de plus en plus des relations entre le pape et le concile, qui a fait que de nombreux papes ont évité la convocation de ces réunions, en raison des voix hostiles à l'autorité papale. Les papes Léon X et Clément VII vivaient dans la peur de la convocation d'un concile, pour lequel l'empereur Charles V a insisté. L'empereur affirmait qu'il y a deux remèdes à cette date, qui pourraient résoudre la situation: l'intervention brutale en Allemagne pour punir les hérétiques ou de convocation d'un concile général.

Il a d'abord essayé de convoquer un concile universel dans la ville italienne de Mantoue en 1536, l'ouverture de la séance devant avoir lieu le 23 mai 1537. Des efforts ont été faits pour que les protestants soient présents au concile, il y a eu plusieurs négociations en 1440 -1441 à Hagen, Worms et Ratisbonne, à cet égard, mais sans aucun résultat concret. Le concile ne s'est pas réuni alors, mais l'idée est restée, la volonté du pape étant que le concile se tienne dans l'une des villes papales d'Italie, pour une plus grande sécurité. Enfin, Trident est resté la variante acceptable pour la convocation du Concile, qui devait ouvrir ses portes le 1er Novembre 1542.

La convocation prévue pour mai 1543 n'a pu être respectée, parce que la guerre a éclaté entre François Ier et Charles Quint, guerre prendra fin en 1544 avec le traité de paix de Crépy.

Enfin, après des années de retard et bien des délais, le concile a ouvert ses portes en grande pompe le 13 Décembre 1545 et devait durer 18 années avec de longues pauses. Il avait été convoqué "pour assurer l'intégrité de la religion chrétienne, réformer les mœurs, la concorde des princes et des peuples chrétiens et la lutte contre l'action des infidèles."

Bien que le concile ait tenté d'appeler aussi les protestants aux travaux, ses actions ont porté sur la définition d'un enseignement catholique clair, devant le protestantisme. Pendant ces 18 ans, il se sont passé plusieurs événements qui ont mené à deux périodes de suspension du travail. Ces perturbations sont liées à la crise interne du concile, les conflits politiques entre les grandes puissances et les fréquents changements de l'attitude des souverains pontifes.

Depuis le début du concile on a pu observer l'existence d'un conflit latent entre le pape et la position de roi. Le premier voulait que le concile commence par condamner les erreurs protestantes, tandis que le seconde estimait qu'il faudrait une réforme de l'Eglise. Naturellement, les questions théologiques soulevées se sont rapportées principalement à l'opposition au protestantisme, de façon que le choix des thèmes a été inspiré par la Confession d'Augsbourg.

Les travaux se sont déroulés à Trente en trois périodes distinctes, sous trois papes: 1545-1547, sous le pape Paul III; entre les années 1551-1552, sous le pape Jules III; et

entre les années 1562-1563, sous le pape Pie IV. Au total, 25 sessions de différentes longueurs ont été réparties sur plus de quatre ans et ont participé: neuf cardinaux, 39 patriarches et archevêques, 236 évêques, 70 abbés et supérieurs des ordres monastiques. Le décret final a été signé par seulement 200 prélats.

Le Concile de Trente a cherché, par dessus tout, de spécifier les dogmes attaqués par la réforme, sans chercher à insister sur les principes fondamentaux du catholicisme. Devant le protestantisme, qui se manifestait dans toutes les formes, luthérienne, calviniste ou anglicane, l'Église catholique romaine a consolidé ses positions doctrinaires et institutionnelles sous la forme d'une monarchie ecclésiastique centralisée italienne.

Le principal mérite du Concile de Trente est d'avoir trouvé les solutions appropriées pour la régénération du catholicisme à la fin d'un demi-siècle totalement négatif pour l'Église d'Occident. Le principe de base qui a guidé le concile était: *Salus animarum suprema lex est Cura animarum* (la loi suprême de la santé est de prendre soin de l'âme) et ce qu'il a poursuivi tout au long de son œuvre: la guérison des âmes et de l'église.

Concile de Trente était censé être, d'une part le moyens par lesquels devrait se produire la réforme attendue depuis longtemps dans l'Église catholique, «in capite et membris» et de l'autre, le mobile qui devait clarifier l'enseignement catholique par rapport aux protestants.

Les décrets du Concile de Trente ont donné la réplique finale aux doctrines des réformistes et ont présenté l'enseignement catholique d'une manière positive, afin d'être facilement reçu par le clergé catholique. A travers ses canons, simultanément à l'émission de décrets conciliaires, le concile a attaqué les erreurs protestantes, méthode qui a contribué à clarifier certaines questions controversées. Au cours de ce processus, on observe un soin particulier à préserver la tradition inchangée de l'Église, en réaffirmant vigoureusement les dogmes catholiques du passé. Ce processus de réforme engagée par Trente est considéré comme une évolution dans l'Église, qui raffine et clarifie le passé.

Les mesures prises par le concile, approuvées et ratifiées par le pape, ont reçu le montant de règles dans l'Église catholique, et leur observation a été imposée, sans exception, tant au clergé qu'aux fidèles. Le corps de contrôle désigné par le pape a été la

congrégation "De Propaganda Fide", créé en 1564 pour interpréter l'ensemble des dispositions du Concile, compétences qui seront étendues sous le pontificat de Sixte-Quint.

La rédaction du décret Trentein a fait en sorte que la position défensive que le catholicisme avait face aux attaques des protestants, se transforme en une position offensive après l'année 1564. Les décisions prises à Trente ont relancer l'enseignement et la hiérarchie catholique et créé les prémices pour une offensive mondiale pour reconquérir les territoires perdus. Dans cette transformation tout a commencé d'en bas, dans la préparation des candidats à la prêtrise, le séminaire et le catéchisme sont devenus les symboles de la renaissance du catholicisme au XVIe siècle.

Malgré son importance incontestable dans le renouveau de l'Eglise catholique, le Concile de Trente a quelques défauts majeurs qui ont laissé des questions vitales non résolues pour l'Église d'Occident. Des thèmes tels que la doctrine de la primauté du pape ou le rapport de la puissance du pape et celle des évêques n'ont pas été discutés, dans une peur maladive des souverains pontifes de ne pas perdre les pouvoirs prescrits dans la doctrine de la primauté du pape. Mais papauté a pris soin de se préserver, en gardant encore toute la panoplie de ses privilèges.

Mais peut-être l'objectif le plus important du Concile de Trente, à savoir le rétablissement de l'unité de l'Église occidentale déchirée par le protestantisme, n'a jamais été atteint. Le concile a réussi la conservation et la limitation de la catastrophe, mais pas une unité. Cet unité a été perdue pour toujours au début du XVIe siècle.

CONCLUSIONS

Un concile d'union comme celui florentin devait avoir une expérience et un véritable engagement vers la communion. Il devait être l'occasion de célébrer l'unité comme un aspect de " ut unum sint ", et de surmonter les vieux désaccords doctrinaux, pour une véritable et désintéressé union.

"Florence" n'a pas atteint son but, ce qui signifiait une résolution honnête et responsable des problèmes de l'unité de l'Eglise. Les discussions ont clairement montré

que le sens des responsabilités et la conscience conciliaire ont diminué, compte tenu de la tragédie de la séparation des chrétiens.

L'Orient a toujours gardé un modèle traditionnel de l'unité de l'Eglise, l'héritage catholique et apostolique des premiers siècles chrétiens. La catholicité a rapidement conduit à un rapport dualiste des deux puissances, chacune avec son domaine, d'où leur interdépendance: pas l'un sans l'autre, ni au-dessus de l'autre, nulle ne statue au lieu de l'autre. Les deux institutions se contrôlaient, s'ajustaient et s'entraidaient l'une l'autre. C'était l'idéal du christianisme byzantin, l'église coexistant avec l'Empire et vice versa. Église et État, en tant que pouvoirs différents, étaient servis par deux personnes distinctes, l'empereur et le patriarche. L'aigle byzantin était bicéphale, preuve d'une seule et même réalité, vivante, inséparable, tout comme le corps et l'esprit, qui ont besoin l'un de l'autre pour vivre.

Dans l'Ouest, toutefois, l'Église vivait selon un autre modèle de l'unité, monarchique, fondé sur le principe: "Le pape est le chef de l'Eglise à travers le monde et qui n'est pas uni à la tête, ne fait pas partie de son corps", donc un seul homme, le Pape, cumulait à la fois, les deux puissance et luttait, en fait, sur deux fronts. Il était unique et indispensable, unique juge et enseignant, au-dessus de tous les chrétiens, au-dessus de tous les rois et les empereurs du monde, qu'il pouvait appeler ou déposer à sa volonté, en particulier au-dessus de tous les autres évêques, qu'il pouvait juger et déposer de manière unilatérale. Même le concile, dans vision du pape, était inférieur et n'avait qu'un rôle décoratif.

Après le Concile florentin, toute l'énergie de la Curie romaine a été canalisée à ce que, tant à Constantinople que dans tout l'espace orthodoxe, les décisions de Florence soient acceptées et dès que possible. Il serait injuste d'ignorer le fait que le refus de l'union de Florence, en particulier par la communauté chrétienne grecque, révèle un problème plus complexe qui transcende l'aspect institutionnel du liant nécessaire d'harmonie entre les croyants et les dirigeants de l'Église. Il est important de comprendre que, dans les circonstances de l'union florentine, la principale cause de refus a été le contenu réel du document, et donc, la validité de sa théologie. Dans tout l'Orient orthodoxe, depuis le Concile de Ferrare-Florence jusqu'à la chute de Constantinople et après, il s'est installé

un doute parmi les évêques et les fidèles, concernant ce qui s'est passé à Florence avec la grande église. Les hiérarques orthodoxes se sont battus pour empêcher la papauté à s'installer dans l'Est et ont cherché par tous les moyens à empêcher les définitions florentines de s'imposer ici.

Les décisions de Florence vont parcourir comme un fil rouge toutes les discussions des conciles catholiques qui vont suivre. Il est important de souligner que sans les liens créés par le Concile de Florence entre l'Est et l'Ouest, il est peu probable qu'un siècle plus tard, le Concile de Trente, venu comme une réponse à la Réforme protestante dans une tentative naturelle de la Curie romaine de sauver la scission, ait clarifié le fait que les décisions relatives aux sacrements regardaient exclusivement les chrétiens occidentaux, et non les Orientaux. De même, l'attention des réformateurs portée sur l'orthodoxie grecque peut être considérée comme un résultat de contacts et la compréhension mutuelle entre l'Est et l'Ouest consacrés à Florence.

Les Conciles de Trente jusqu'à Vatican II, ont repris les questions de Ferrare-Florence, en les approfondissant de manière catholique. La position papale cultivée dans Moyen Age sur le concile, sa convocation et le leadership ont été maintenues et n'ont pas changé jusqu'à aujourd'hui.

Depuis la fin du XIXe siècle est né un fort courant dans le monde chrétien, qui vise à joindre les églises dans une seule Eglise. Aujourd'hui, le problème de l'union ne peut pas être considéré comme une question accessoire, mais de première importance, qui meut la communication entre les Eglises. Le concile, vu comme une représentation de la grande église, peut être considéré comme un lieu privilégié de l'anticipation de l'unité. *Via Synodica* semble être la seule façon de rétablir l'unité de l'église et de résoudre les problèmes internes de l'Église de l'Ouest.

Le concile de Florence n'a pas été pas en mesure d'apporter l'unité, ce qui ne nie pas que le concile œcuménique puisse être l'endroit pour l'unité des chrétiens, sous la condition qu'il existe la volonté d'avoir un dialogue et de faire appel à la tradition commune aux deux églises du premier millénaire.

Actuellement, il est bon de réfléchir sur ce qui s'est passé au XVe siècle à Florence, et de comprendre que l'union ne peut pas être simplement le résultat d'une

décision, encore moins d'un jugement-compromis, quand il y a des points de doctrine controversés. En fait, l'engagement de rétablir l'unité par des décisions doctrinales nécessite une vision du christianisme et de l'Église, qui défende la vérité de la doctrine, selon les canons reçus des sept conciles œcuméniques.

Le dialogue œcuménique actuel est passé de l'uniatisme comme méthode désuète de mission, à la recherche de l'unité dans la pleine communion entre les deux Eglises, la conclusion étant que l'uniatisme ne peut pas être la méthode et le modèle de l'union des deux églises.

L'œcuménisme actuel doit jeter un regard critique sur ce qui s'est passé dans le passé et apprendre des erreurs qui ont été faites, pour qu'elles ne se répètent pas dans l'avenir. Il doit se comprendre une fois pour toutes que la force, le chantage, la pression, les menaces ne sont pas les moyens qui permettront d'atteindre l'unité des chrétiens. Dans les discussions entre les églises pour atteindre l'unité, le dialogue, l'argument, la tolérance peuvent être les seuls moyens viables à terme pour atteindre l'objectif commun, une seule Église.